

Ref	Libellé de l'Opération en anglais	Libellé Français	Description	TAXE SUR LES ACQUISITIONS DE TITRES (TAT)						
				Tri - champ d'application	Champ d'application - Les conditions : Condition 1- acquisition à titre onéreux Condition 2- de titres de capital ou assimilés Condition 3- admis sur un marché réglementé Condition 4- par une Société Française dont la capitalisation boursière est supérieure à 1 milliard d'EUR Condition 5- donnant lieu à transfert de propriété - La notion de redevable légal est issue de la définition du 2.3 "partie redevable" du WhitePaper : Une partie redevable est une institution qui a légalement l'obligation de déclarer et de payer la TAT. Deux types de Parties Redevables existent : o le prestataire de services d'investissement (PSI) le plus proche du client ayant l'agrément d'exécution. o lorsque la transaction n'est pas exécutée par un courtier (par ex. transactions de gré à gré), le teneur du compte de l'investisseur.	Exonération (n'exempte pas de déclaration) Cas1 : opération d'Emission ... Cas2 : opération des chambres ede compensation et des dépositaires Cas3 : opérations réalisées dans le cadre d une activité de tenue de marché Cas4 : opérations liées à un contrat de liquidité Cas5 : les opérations intra groupes / restructurations Cas6 : les opérations de cession temporaire Cas7 et 8 : Les opérations réalisées dans le cadre de l'épargne salariale Cas9 : les acquisitions portant sur des obligations échangeables ou convertibles en actions => (exemption de déclaration permanente cf. Code général des impôts, annexe 3, CGI/AN3. - le II de l'article 58 Q - « II. — Par exception aux dispositions du I du présent article, les acquisitions exonérées en application du 9° du II de l'article 235 ter ZD du code général des impôts n'ont pas à être déclarées au dépositaire central»)	Assiette de prélèvement (la Payment Date s'entend comme la date de paiement théorique de l'opération. A ne pas confondre avec la date de règlement livraison réelle des titres)	Qui dispose de l'information ?	Possibilité d'annoncer l'événement en ESES Si "N", l'opération sera annoncée avec le CAEV dont le schéma comptable est le plus proche possible. Dans ce cas les informations relatives à la TAT seront associées au CAEV utilisé par le dépositaire central	Commentaires :
1		Plan de stock-option	Options allouées à des salariés afin de leur permettre d'acquérir (options d'acquisition) ou de souscrire (options de souscription) des actions de leur entreprise à des conditions préférentielles	O	Pour l'émetteur : O Lorsqu'il achète les actions qui seront allouées dans le cadre d'un plan d'acquisition Pour le salarié : 1 - Attribution des options : N L'attribution des options n'entre pas dans le champ d'application de la TAT. 2 - Exercice des options : O L'exercice des options entre dans le champ d'application puisque les actions sont obtenues à titre onéreux.	N	Valeur d'acquisition des titres le jour de l'achat	le Prestataire de Services d'Investissement		
						O = si actions nouvelles (cas d'exonération N°1) N = si actions existantes	Prix indiqué dans le Règlement du plan d'option, sous réserve d'éventuels ajustements ultérieurs (ajustement du prix des options dans le cadre de certaines OST, etc.)	Le mandataire de l'émetteur qui gère le plan d'option (Cf. le règlement du plan d'options communiqué par l'Emetteur)		
2		Cas particulier des levées de Stock Option financées par déblocage anticipé d'avoirs indisponibles détenus au sein d'un PEE	Le salarié finance la levée de ses options en débloquent des sommes investies dans son PEE	O	Traitement identique au cas général cité ci-dessus	O : Exonération cas n°7 et/ou cas N°1	Prix indiqué dans le Règlement du plan d'option, sous réserve d'éventuels ajustements ultérieurs (ajustement du prix des options dans le cadre de certaines OST, etc.)	Le mandataire de l'émetteur qui gère le plan d'option (Cf. le règlement du plan d'options, le règlement du Plan Epagne Entreprise communiqués par l'Emetteur et l'instruction reçue du titulaire)		
3		Donations dans le cas particulier des levées de Stock Option financées à partir d'un prêt et assorti d'une donation	La donation ne constitue pas, en principe, une acquisition à titre onéreux. Néanmoins, très fréquemment les donateurs procèdent à un prêt pour lever leurs stock-options (prêt assorti d'un nantissement) et d'une donation à laquelle est assortie une reprise du prêt par les donataires et donc d'une mise en nantissement des titres reçus.	N	La reprise du prêt bancaire par les donataires ne devrait pas requalifier l'opération de donation en opération d'acquisition à titre onéreux dans la mesure où le débiteur principal du prêt bancaire reste le bénéficiaire donateur (les donataires ne font que s'adjoindre au débiteur principal), et qu'il n'y a pas de nouvelle sortie de fonds lors de la donation des actions : il s'agit toujours du même prêt bancaire, le bénéficiaire donateur qui transfère la propriété des titres au profit des donataires ne reçoit aucune contrepartie. Le transfert des actions n'est donc pas réalisé à titre onéreux mais au contraire à l'appui d'un transfert / reprise de dettes Attention : La seule limite est que le montant de la dette ne doit pas être équivalent à celui des titres donnés (dans ce cas, c'est une acquisition à titre onéreux). Mais dans ce cas, le client n'a aucun intérêt à effectuer l'opération.					En décomposant les opérations de donation avec transfert de charges : - Les donataires reprennent à leur charge les engagements de remboursement du prêt bancaire souscrit par le bénéficiaire donateur, via une délégation de dette, et les actions sont elles mêmes nanties au niveau des donataires, - Le bénéficiaire des options les lève à l'appui d'un prêt bancaire, les actions sont nanties au profit de la banque, - Le bénéficiaire donne les actions (avec mainlevée du nantissement) - Les actions sont cédées par les donataires pour rembourser le prêt bancaire.
		Plans	Le salarié reçoit des droits à attribution dans un premier temps puis les actions		Pour l'émetteur : O Lorsqu'il achète les actions qui seront allouées dans le cadre du plan	N	Valeur d'acquisition des titres le jour de l'achat	le Prestataire de Services d'Investissement		

Ref	Libellé de l'Opération en anglais	Libellé Français	Description	TAXE SUR LES ACQUISITIONS DE TITRES (TAT)						
				Tri - champ d'application	Champ d'application	Exonération (n'exempte pas de déclaration)	Assiette de prélèvement	Qui dispose de l'information ?	Possibilité d'annoncer l'événement en ESES	Commentaires :
				Tri - champ d'application	Champ d'application - Les conditions : Condition 1- acquisition à titre onéreux Condition 2- de titres de capital ou assimilés Condition 3- admis sur un marché réglementé Condition 4- par une Société Française dont la capitalisation boursière est supérieure à 1 milliard d'EUR Condition 5- donnant lieu à transfert de propriété <u>- La notion de redevable légal est issue de la définition du 2.3 "partie redevable" du WhitePaper :</u> Une partie redevable est une institution qui a légalement l'obligation de déclarer et de payer la TAT. Deux types de Parties Redevables existent : o le prestataire de services d'investissement (PSI) le plus proche du client ayant l'agrément d'exécution. o lorsque la transaction n'est pas exécutée par un courtier (par ex. transactions de gré à gré), le teneur du compte de l'investisseur.	Exonération (n'exempte pas de déclaration) Cas1 : opération d'Emission ... Cas2 : opération des chambres ede compensation et des dépositaires Cas3 : opérations réalisées dans le cadre d une activité de tenue de marché Cas4 : opérations liées à un contrat de liquidité Cas5 : les opérations intra groupes / restructurations Cas6 : les opérations de cession temporaire Cas7 et 8 : Les opérations réalisées dans le cadre de l'épargne salariale Cas9 : les acquisitions portant sur des obligations échangeables ou convertibles en actions => (exemption de déclaration permanente cf. Code général des impôts, annexe 3, CGI/AN3. - le II de l'article 58 Q - « II. — Par exception aux dispositions du I du présent article, les acquisitions exonérées en application du 9° du II de l'article 235 ter ZD du code général des impôts n'ont pas à être déclarées au dépositaire central»)	(la Payment Date s'entend comme la date de paiement théorique de l'opération. A ne pas confondre avec la date de règlement livraison réelle des titres)	Qui dispose de l'information ?	Possibilité d'annoncer l'événement en ESES Si "N", l'opération sera annoncée avec le CAEV dont le schéma comptable est le plus proche possible. Dans ce cas les informations relatives à la TAT seront associées au CAEV utilisé par le dépositaire central	
4		d'attribution gratuites d'actions	dans un premier temps, puis les actions elles-mêmes, sachant que les droits et ensuite les actions lui sont attribués à titre gratuit.	O	Pour le salarié : N Les attributions d'actions gratuites (existantes ou, a fortiori, nouvelles) aux salariés et mandataires sociaux ne devraient jamais être taxables, puisque cette attribution n'est pas réalisée à titre onéreux					
5		Acquisition d'actions dans un PEE	Le salarié détient dans son PEE des actions en direct et non pas des parts à travers un FCPE.	O	Pour l'émetteur : O Lorsqu'il achète les actions qui seront allouées dans le cadre du plan	O : Cas d'exonération N° 7 ou N°8	Valeur d'acquisition des titres le jour de l'achat	le Prestaire de Services d'Investissement		
					Pour le salarié : O L'acquisition des actions entre dans le champ d'application puisque les actions sont obtenues à titre onéreux. Et Si ce n'est pas le cas : O = si actions nouvelles (cas d'exonération N°1) N = si actions existantes	O : si l'acquisition par un salarié de ces titres est bien dans le cas visé au n°7 de l'article 235 ter ZD (acquisitions de titres de capital de l'entreprise ou d'une entreprise du même groupe, au sens des articles L. 3344-1 et L. 3344-2 du code du travail, directement faites par les salariés en application du septième alinéa de l'article L. 3332-15 du même code) Prix indiqué dans les modalités de l'offre aux salariés	Le mandataire de l'émetteur qui gère l'Offre aux salariés			
6		Location de titres		N	Hors périmètre puisque la location d'actions n'est autorisée que lorsque celles-ci sont obligatoirement nominatives et non admises aux négociations d'un marché réglementé ou aux opérations d'un dépositaire central (article L. 239-1 du Code de commerce).					
7		Programme de rachat d'actions	Acquisition de ses propres actions par l'émetteur pour constituer une provision dans le cadre d'offres réservées aux salariés, de plans d'options, d'actions gratuites, etc.	O	Pour l'émetteur : L'acquisition des actions entre dans le champ d'application puisque les actions sont obtenues à titre onéreux.	O : uniquement pour les rachats d'actions en vue de constituer une provision dans le cadre des offres réservées aux salariés dans un PEE (cas d'exonération N° 7)	Prix figurant dans le programme de rachat	Le centralisateur du plan de rachat		
8		Opérations concernant les intermédiaires inscrits	Opérations réalisées dans les livres de l'intermédiaire inscrit qui n'est pas teneur de comptes en France.	O	L'intermédiaire inscrit n'étant par ailleurs pas adhérent d'Euroclear France, la taxe et la déclaration seraient prélevées / transmises pour le nominatif pur via le Teneur de registre (art. 235 ZD IX al.2 CGI).	en fonction de la nature de l'opération				